

Première assemblée européenne de préparation du quatrième Forum social européen : pour le 19 mars

samedi 8 octobre 2011, par [AGUIRRE Léonce](#), [HAYES Ingrid](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mars 2005).

La première assemblée européenne de préparation du quatrième Forum social européen (FSE), qui se déroulera à Athènes au mois d'avril 2006, s'est tenue les samedi 26 et dimanche 27 février dans la capitale grecque.

La première assemblée européenne de préparation du quatrième Forum social européen a permis de tirer les enseignements des précédents FSE et du dernier Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre, de mettre sur orbite le processus de préparation du FSE 2006, de faire le point sur les mobilisations européennes, et notamment sur la préparation de la manifestation de Bruxelles du 19 mars.

Le premier constat positif, c'est que l'investissement des forces européennes participant déjà au processus des forums sociaux ne s'est pas réduit, à l'exception de celui des syndicats britanniques. Aujourd'hui, c'est aux mouvements sociaux grecs que se pose le défi d'organiser la mobilisation la plus large possible et, pour ce faire, de mettre sur pied un collectif de travail ouvert à toutes les forces syndicales, associatives, aux ONG, aux divers mouvements autonomes qui, si tous ne sont pas encore engagés dans le processus de préparation, manifestent une approche positive de cette initiative. Seule exception, le très stalinien Parti communiste grec qui, dans sa presse, demande ce que viennent faire tous ces étrangers en Grèce !

Des campagnes à mener

Après le Forum de Londres, une double préoccupation s'est manifestée : d'une part, faire en sorte que les FSE et le processus de leur préparation ne soient pas seulement des lieux de débats, mais qu'ils favorisent aussi des campagnes, des actions à l'échelle continentale, d'autre part, permettre leur élargissement à d'autres forces. Pour aller dans ce sens, la première journée et une partie de la deuxième ont été consacrées aux réunions des réseaux thématiques, ce qui a permis d'avancer sur la question concrète des campagnes à mener, qu'il s'agisse de la Palestine, de la santé, de l'éducation, de la guerre, de l'environnement, de l'immigration et même de la campagne pour le « non » à la Constitution, bien que ce sujet ne fasse pas consensus. La réunion du réseau femmes a permis d'affirmer la volonté que le FSE d'Athènes organise, dans la suite de celui de Paris, une journée consacrée aux questions féministes en ouverture du forum.

Pour ce qui concerne l'élaboration du programme, il a été décidé de mettre en place un processus de consultation largement ouvert, permettant à toutes les organisations et associations, y compris à celles qui ne sont pas encore parties prenantes des FSE, de faire des propositions. En revanche, l'assemblée a tiré un bilan mitigé de la nouvelle méthodologie expérimentée à Porto Alegre, fondée sur une totale autoorganisation des débats par les différents réseaux. Un large accord s'est dégagé sur l'importance d'éviter la fragmentation du mouvement en de multiples thématiques parallèles.

C'est pourquoi il a été réaffirmé que ce serait l'assemblée européenne qui déterminerait les choix des grandes thématiques, et qui déciderait de l'architecture et de l'organisation générale du forum d'Athènes.

19 mars

La journée du 19 mars a donné lieu à plusieurs discussions. Rappelons que cette mobilisation avait été décidée à Londres par l'assemblée générale des mouvements sociaux : « *Nous appelons à une manifestation centrale à Bruxelles, le 19 mars, contre la guerre, contre le racisme et contre l'Europe néolibérale, contre les privatisations, contre le projet Bolkestein et contre les attaques sur le temps de travail ; pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Nous appelons tous les mouvements sociaux et tous les syndicats européens à descendre dans la rue ce jour-là.* »

L'assemblée générale des mouvements sociaux savait, lorsqu'elle a décidé de cet appel, que la CES envisageait d'organiser ce même jour une manifestation (quelque temps avant le sommet des chefs d'État de l'Union européenne). Le but était de faire un pas en avant permettant l'unité du mouvement syndical et du mouvement altermondialiste. Et cette unité se réalisera pour partie le 19 mars, même si cela n'a pas été sans mal. La CES avait en effet commencé par lancer un appel à la mobilisation qui se prononçait pour le « oui » au traité constitutionnel et par exclure toute idée de manifestation commune avec les mouvements sociaux. Elle a finalement, sous la pression de la CGT et du Forum social belge, retiré de son appel le soutien à la Constitution. Et elle a accepté d'inviter officiellement les mouvements sociaux à se joindre à la manifestation. Ce double recul devrait rassurer celles et ceux qui hésitaient à participer à cette manifestation de peur de se retrouver dans une manifestation dont la tonalité serait celle de la très libérale CES, d'autant que les principaux syndicats de la CES qui mobiliseront le 19 à Bruxelles sont ceux qui sont le plus opposés à l'Europe libérale et, pour certains, au traité constitutionnel.

L'enjeu de cette manifestation, c'est bien évidemment que le pôle des mouvements sociaux, du mouvement altermondialiste, qui prône un refus radical de la politique libérale et du traité constitutionnel, soit le plus massif possible, tout en essayant de favoriser une continuité avec les forces syndicales qui sont à la fois membres de la CES mais aussi partie prenante du processus des forums sociaux.

Ingrid Hayes et Léonce Aguirre

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2101, 03/03/2005.